



Mission régionale d'autorité environnementale

Nouvelle-Aquitaine

**Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale
de la région Nouvelle-Aquitaine
sur le projet de mise en compatibilité du PLUi du Tursan par
déclaration de projet
pour la réalisation d'un parc photovoltaïque de 8.5 ha
sur les communes de Miramont-Sensacq (40) et de Garlin (64)**

n°MRAe 2020ANA38

dossier PP-2019-9344

Porteur de la procédure : Communauté de communes Chalosse Tursan

Date de saisine de l'Autorité environnementale : 20 décembre 2019

Date de consultation de l'Agence régionale de santé : 5 février 2020

Préambule.

Il est rappelé ici que, pour tous les plans, programmes ou schémas soumis à évaluation environnementale ou à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis sur la qualité de l'évaluation environnementale, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement dans le dossier qui lui a été soumis.

En application du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, l'autorité environnementale est, dans le cas présent, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

Conformément au règlement intérieur du CGEDD et à la décision du 16 octobre 2019 de la MRAe Nouvelle-Aquitaine, cet avis d'autorité environnementale a été rendu le 18 mars 2020 par délégation de la commission collégiale de la MRAe Nouvelle-Aquitaine à Bernadette MILHÈRES.

Le délégué cité ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

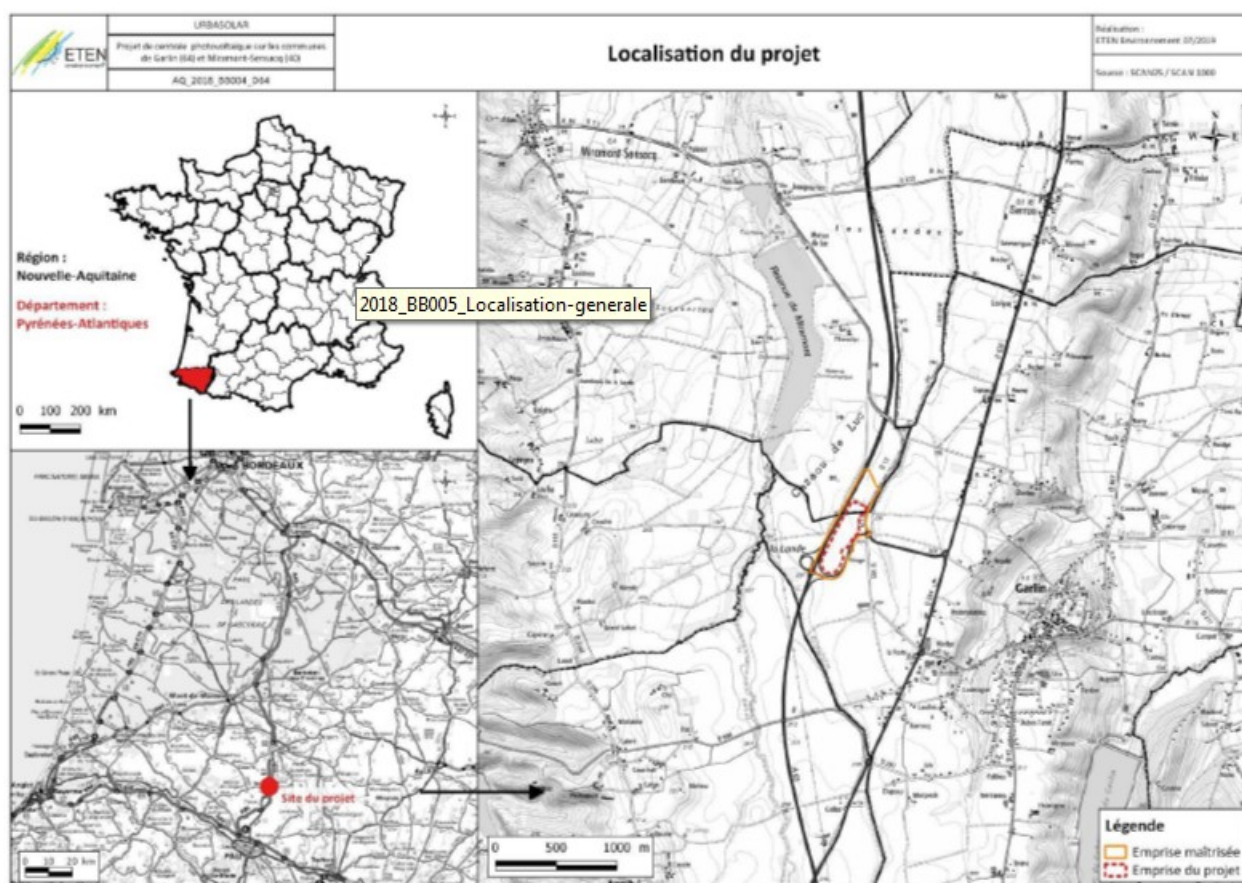
I - Contexte général

Le présent avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) porte sur la mise en compatibilité par déclaration de projet du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Tursan dans le département des Landes.

Le projet qui motive cette procédure à caractère exceptionnel est la création d'un parc photovoltaïque de 8,7 ha localisé à cheval sur la commune de Miramont-Sensacq, couverte par le PLUi du Tursan, et la commune de Garlin (département des Pyrénées-Atlantiques), couverte par le PLU communal, porté par la communauté de communes de Luys-en-Béarn. Il ne peut pas être autorisé dans le cadre des deux documents d'urbanisme en vigueur.

Ce projet est situé sur une ancienne base travaux de l'autoroute A65, à hauteur de l'échangeur de Garlin (fig.1). Il a donné lieu à un avis de la MRAe le 8 janvier 2020.

La communauté de communes de Chalosse Tursan¹ (26 069 habitants) porteuse du PLUi a prescrit le 10 octobre 2019, la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal du Tursan, approuvé le 14 décembre 2016.



Localisation du site du projet Secteur concerné par la mise en compatibilité (Source : dossier)

Pour mémoire, la synthèse de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale du 8 janvier 2020² relatif au projet de centrale photovoltaïque au sol sur les communes de Garlin et de Miramont-Sensacq était la suivante :

« L'étude d'impact s'appuie sur des cartographies de bonne qualité et des tableaux utiles à une bonne compréhension du projet dans sa globalité. Les mesures proposées sont proportionnées à la sensibilité du site. La MRAe note toutefois que :

- l'évaluation des zones humides identifiées sur le site doit être reprise conformément aux dispositions désormais applicables de l'article L. 211-1 du Code de l'environnement ;
- les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts du projet doivent être reprises de

1 Au 1^{er} janvier 2017, a été créée la **communauté de communes Chalosse Tursan**. Elle regroupe 50 communes sur un territoire d'environ 587 km².

2 http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/p_2019_9134_ae_pv_garlin_et_miramont-sensacq_mrae_signe.pdf

manière à confirmer, sous forme de véritables engagements, les mesures à mettre en œuvre qui, dans le dossier présenté, apparaissent comme des intentions sans suite.».

Concernant l'évolution des documents d'urbanisme, la situation est la suivante :

- La commune de Miramont-Sensacq, couverte par le PLUi du Tursan, comprend les sites Natura 2000 *Côteaux du Tuzan* (FR7200771) et *Coteaux de Castetpugon* (FR7200779). À ce titre, une évaluation environnementale est obligatoire pour toute mise en compatibilité ;
- La commune de Garlin ne comporte pas de site Natura 2000, ce qui pourrait en règle générale induire une procédure « au cas par cas » du point de vue de l'évaluation environnementale.

Les deux mises en compatibilité étant liées par un même projet, les deux communautés de communes compétentes (communauté de communes de Luys-en-Béarn pour Garlin, communauté de communes Chalosse Tursan pour Miramont-Sensacq) ont de façon pertinente opté pour une évaluation environnementale commune. Les dossiers ont été élaborés en commun³ et l'avis de l'Autorité environnementale a ensuite été sollicité par chaque collectivité compétente.

L'évaluation environnementale est une démarche itérative qui doit permettre au pétitionnaire, ainsi qu'au public, de s'assurer de la meilleure prise en compte possible des enjeux environnementaux, entendus dans une large acception, aux différents stades d'élaboration du document. La démarche a pour but d'évaluer les incidences du plan sur l'environnement et d'envisager les mesures visant à éviter, réduire ou, en dernier lieu, compenser les incidences négatives.

La MRAe a procédé à une analyse commune des deux dossiers de mise en compatibilité. Les deux avis produits sont ainsi quasiment identiques.

II - Objet de la mise en compatibilité

Le secteur prévu pour l'accueil d'un parc photovoltaïque est actuellement classé en zone agricole A (agricole), tant au PLU de Garlin qu'au PLUi de Tursan. Une évolution du zonage de chaque plan est donc nécessaire.

Les deux collectivités déclarent le caractère d'intérêt général de l'opération, et procèdent à une mise en compatibilité consistant à créer une zone dédiée aux énergies renouvelables, accompagnée d'une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP).

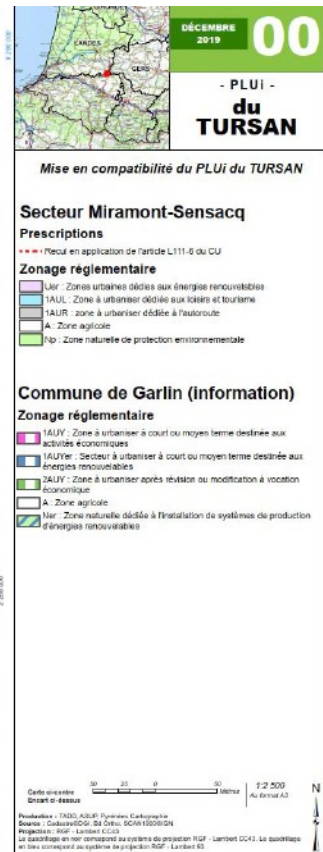
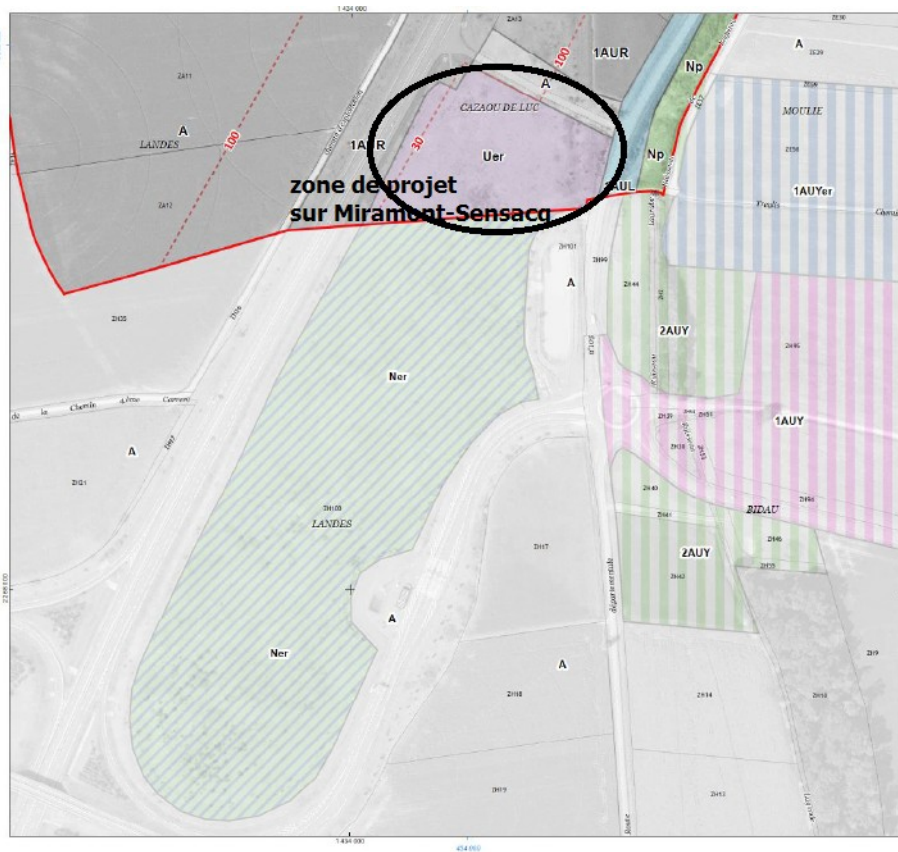
Sur la commune de Garlin les secteurs concernés par la MECDU représentent environ 8 hectares. Une zone Ner est créée au PLU.

Sur la commune de Miramont-Sensacq, les secteurs concernés par la MECDU représentent environ 1,5 hectare. Un zonage Uer dédié aux énergies renouvelables est déjà existant au PLUi. Il sera étendu dans le cadre de la présente procédure.

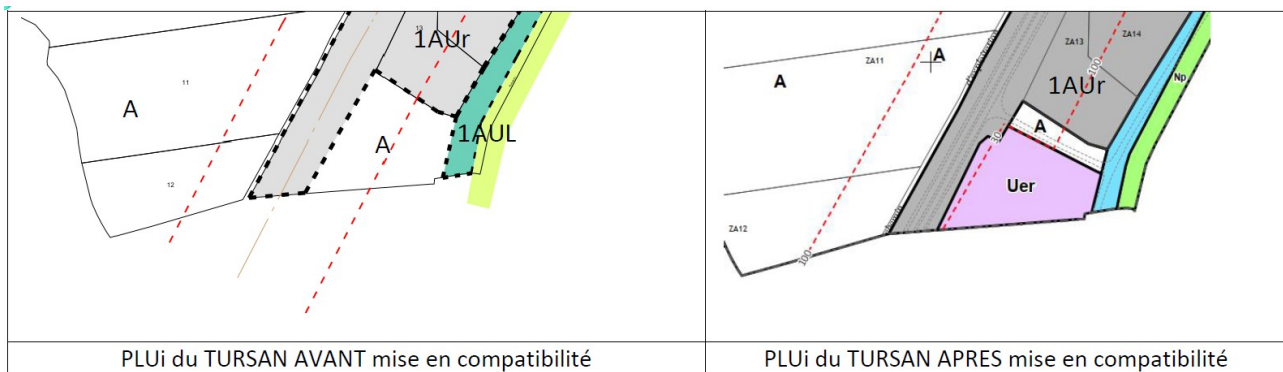


Règlement graphique du PLU de Garlin avant et après mise en compatibilité (source : notice explicative page 6)

- 3 Les dossiers sont présentés sous double en-tête. Ils ont la même structure. Seules les pièces spécifiques sont déclinées de façon plus précise dans chacun des deux dossiers (notice, zonage en particulier). Ils comprennent un même document d'évaluation environnementale.



Évolutions du PLU du Tursan secteur de Miramont-Sensacq



(Source : notice explicative Tursan-non paginée)

Les deux dossiers comprennent également des justifications relatives à l'application d'un recul de 30 mètres seulement vis-à-vis de l'autoroute, distance reprise dans l'OAP.

III - Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de l'environnement par le projet de mise en compatibilité

Chacun des deux dossiers comprend six pièces distinctes permettant une appréhension aisée du projet de mise en compatibilité. La « notice d'évaluation environnementale » (pièce 2.2), bien illustrée, présente de manière précise la démarche éviter-réduire-compenser mise en œuvre. Elle est fondée sur l'étude d'impact du projet.

La MRAe constate dans les deux dossiers l'absence du résumé non technique qui est une pièce obligatoire et essentielle de l'évaluation environnementale. Elle note également que le dossier ne fait pas référence à

- 4 Contre 100 mètres dans la règle générale dite de l'« amendement Dupont » (article L.111-1-4 du code de l'urbanisme)

son avis émis le 8 janvier 2020, qui aurait pu entraîner un enrichissement du dossier de mise en compatibilité. Enfin certaines incohérences apparaissent entre les surfaces présentées dans les différentes parties du dossier, compte tenu des évolutions du projet initial de parc.

Au final, il apparaît que les deux dossiers de mise en compatibilité n'apportent pas d'éléments plus concluants que ceux de l'étude d'impact du projet concernant l'identification des zones humides. Ils n'apportent pas non plus d'argumentaire déterminant concernant l'analyse d'alternatives. Ce projet s'installe sur un délaissé autoroutier dont le dossier montre une reprise du rôle fonctionnel du terrain, en friche depuis dix ans, pour la biodiversité. Le devenir initial envisagé dans le cadre du projet auto-routier n'est de plus pas précisé.

La mise en œuvre des mesures d'évitement par le projet a impliqué une diminution significative de l'emprise initialement envisagée (le projet est passé de 14 ha à 8,7 ha⁵). Ceci est effectivement acté par les mises en compatibilité des deux documents d'urbanisme. Des incohérences apparentes restent cependant à lever concernant les surfaces, entre le document « projet »(8.7ha) et les surfaces annoncées pour les mises en compatibilité (9 .5 ha au total).

Les mesures de réduction d'impact concernant le renforcement des haies existantes et la création des haies bocagères complémentaire sont traduites par les deux OAP. Les implantations de panneaux restent quant à elles dépendantes des autorisations d'urbanisme. Elles devraient respecter les mesures d'évitement et de réduction d'impacts prévues dans l'étude d'impact mais ne sont pas imposées par les règlements tant du zonage Ner du Plu de Garlin que du zonage Uer du PLUi du Tursan.

La MRAE note également plus largement que les règlements des zonages Ner et Uer ne sont pas spécifiques à des implantations photo-voltaïques. L'évaluation environnementale fournie, qui s'appuie sur l'étude d'impact du projet de parc photovoltaïque, ne paraît donc pas superposable avec tout ce que permet le nouveau règlement du secteur, hormis la hauteur limitée à 4 mètres. Concernant le PLUi du Tursan par ailleurs, où existe déjà un secteur Uer, il serait attendu une présentation des secteurs relevant déjà de ce zonage.

Le dossier est par ailleurs clair et bien illustré. Il met en valeur la cohérence entre le dossier actuel et les options prises par les deux territoires en matière d'énergie renouvelable.

La MRAe recommande de fournir un résumé non technique répondant aux obligations du code de l'urbanisme.

Elle recommande également de présenter une argumentation plus étayée des raisons du choix de ce site, et de rappeler les éléments de prise en compte de l'environnement prévus pour l'aménagement de l'A65.

Enfin la prise en compte des zones humides et des mesures d'évitement-réduction d'impacts liées à l'implantation des panneaux demanderait un argumentaire et une traduction réglementaire plus précis. La MRAe rappelle que seul le zonage et l'OAP seront opposables aux permis de construire après la mise en compatibilité du document d'urbanisme.

À Bordeaux, le 18 mars 2020

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine,
la membre permanente déléguée

Signé

Bernadette MILHÈRES